

AVIS DE CONVOCATION DES ACTIONNAIRES A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE LE 25 JUIN 2024 À 10H00

Les actionnaires de la société JAIDA, société anonyme au capital de 328.028.900 dirhams, dont le siège est situé à Immeuble CDG, Place Moulay El Hassan, Rabat, immatriculée au registre de commerce de Rabat sous le N° 67 529, sont convoqués en Assemblée Générale Mixte qui se tiendra le 25 juin 2024 à 10h00 heures par visioconférence à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

A titre ordinaire

- I. Lecture et examen du rapport de gestion du Conseil d'Administration au titre de l'exercice clos le 31/12/2023
- II. Lecture et examen du rapport général des Commissaires aux Comptes au titre de l'exercice clos le 31/12/2023
- III. Lecture et examen du rapport spécial des Commissaires aux Comptes au titre de l'exercice clos le 31/12/2023
- IV. Examen et approbation des comptes de l'exercice clos le 31/12/2023
- V. Affectation de résultat net de l'exercice 2023
- VI. Quitus aux administrateurs et aux Commissaires aux Comptes

VII. Renouvellement du mandat des Administrateurs Indépendants dans le conseil

VIII. Questions diverses

IX. Pouvoirs à donner pour l'accomplissement des formalités légales

A titre extraordinaire

- X. Mise en harmonie des statuts avec les dispositions législatives en vigueur ;
- XI. Extension/ modification de l'objet social de la Société ;
- XII. Modification corrélative des statuts ;
- XIII. Pouvoirs pour signature des statuts mis en harmonie et mis à jour;
- XIV. Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Important :

Tout actionnaire a le droit de prendre connaissance, au siège social de JAIDA, des documents dont la communication est prescrite par l'article 141 de la loi N° 17-95 relative aux sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée (la loi 17-95).

La demande d'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour, formulée par les actionnaires détenteurs du pourcentage d'action prévu par l'article 117 de la loi 17-95, doit être adressée par les actionnaires au siège social par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 10 jours à compter de la date de publication de l'avis de réunion.

Un actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire justifiant d'un mandat.

L'Assemblée Générale Mixte se tiendra à distance à travers les moyens de visioconférence disponibles.

PROJET DE RESOLUTIONS

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale Mixte, après avoir entendu la lecture du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et du Rapport Général des Commissaires aux Comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2023, approuve expressément les comptes sociaux dudit exercice tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports, se soldant par un bénéfice net de 725.609,01 Dirhams.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Mixte, après avoir entendu la lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes relatif aux conventions relevant des articles 56 à 59 de la loi N° 17-95 telle que modifiée et complétée par la loi N° 20-05 relative aux sociétés anonymes, prend acte et ratifie les conventions visées dans ce Rapport.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Mixte, après avoir entendu la lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes relatif aux conventions relevant des articles 56 à 59 de la loi N° 17-95 telle que modifiée et complétée par la loi N° 20-05 relative aux sociétés anonymes, prend acte et ratifie les conventions visées dans ce Rapport.

Le bénéfice de l'exercice s'élevant à 725.609 DHS sera reporté à nouveau en totalité après la prise en compte de la réserve légale de 5%.

(+) Résultat en instance d'affectation	725.609 MAD
(-) Dotation à la réserve légale	36.280 MAD
(=) Résultat à reporter	689.329 MAD
(+) Solde compte report à nouveau	145.057.699 MAD

Après affectation, le compte «report à nouveau» s'élèvera à 145.747.028 MAD

QUATRIEME RESOLUTION

En conséquence des résolutions précédentes, l'Assemblée Générale Mixte confère aux membres du Conseil d'Administration, quitus définitif et sans réserve, de leur gestion pendant l'exercice dont les comptes ont été ci-dessus approuvés, ainsi qu'aux Commissaires aux Comptes pour leur mandat durant ledit exercice

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Mixte décide de renouveler le mandat de Monsieur LAIDI EL WARDI en qualité d'Administrateur Indépendant membre du Conseil d'Administration de JAIDA pour une durée de 3 années, soit à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Mixte décide d'approuver le projet de modification des statuts en ce qui concerne :

- L'harmonisation avec les Lois relatives aux sociétés anonymes : 78-12, 20-19, 19-20, et 96-21 du 27 février 2023
- La modification de l'objet social conformément à la décision 91/W/2023 du Gouverneur de BANK AL MAGHRIB portant nouvel agrément de la Société JAIDA

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Mixte confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée à l'effet d'accomplir les formalités prévues par la loi.

FAITS MARQUANTS

L'année 2023, a été principalement marquée par la mise en place, pour la première fois, du fonds de garantie de financement des Associations de Microfinance (AMF) géré par la Société Nationale de Garantie et du Financement de l'Entreprise (TAMWILCOM), ce qui a permis de fournir un soutien crucial aux petites et moyennes structures de microfinance fortement impactées par les crises qui se sont succédées depuis la pandémie du COVID19.

Dans ce contexte, JAIDA a su maintenir son rôle d'acteur majeur dans le financement des institutions de la microfinance, en réalisant une production de 252 millions de dirhams au cours du deuxième semestre de l'exercice 2023. L'encours brut s'est ainsi établi à 935 millions de dirhams, enregistrant une progression de 2 % par rapport à 2022.

JAIDA a notamment renforcé en 2023 sa capacité de refinancement afin de mieux soutenir ses clients. Cette amélioration s'est traduite par une approche plus flexible et une diversification des sources de financement. Dans ce sens, JAIDA a conclu le 20 novembre 2023 un accord avec le Secrétariat d'État à la Coopération Internationale d'Espagne (SECI), suivi d'un contrat de financement avec l'Instituto de Crédito Oficial (ICO) signé le 29 décembre 2023 pour un montant de 20 millions d'Euros.

L'année 2023 a par ailleurs été marquée par l'obtention par JAIDA d'un agrément lui permettant de recevoir des fonds du public pour une durée supérieure à un an, dans le cadre de son programme de Bons de Sociétés de Financement. Pour concrétiser ses initiatives, JAIDA a mobilisé 200 millions de dirhams grâce à ce programme. Le produit net bancaire réalisé en 2023 ressort à 27 millions de dirhams en progression de 11 % par rapport à décembre 2022.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES

Au 31/12/2023

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT

1.1 Principes généraux

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.

1.2 Créances sur les établissements de crédit et la clientèle et engagements par signature Présentation générale des créances

- Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours:

- créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit,
- crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à la consommation, crédits immobiliers et autres crédits pour la clientèle.

- Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance sur la clientèle

- Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation en vigueur.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises,
- Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :

- 20 % pour les créances pré-douteuses,
- 50 % pour les créances douteuses,
- 100 % pour les créances compromises.

Les provisions relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés.

· Dès le déclassement des créances saines en créances compromises, les intérêts ne sont plus décomptés et comptabilisés. Ils ne sont constatés en produits qu'à leur encaissement.

- Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupérations des créances en souffrance sont jugées nulles.

- Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque celles-ci deviennent sans objet (évolution favorable, remboursements effectifs ou restructuration de la créance avec un remboursement partiel ou total).

1.3 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit,
- comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs mobilières.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

1.4 Portefeuilles de titres

Présentation générale

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Les titres sont classés d'une part, en fonction de la nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété), d'autre part, en fonction de l'intention (titre de transaction, titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).

Titres de placement

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres acquis dans un objectif de détention supérieure à 6 mois à l'exception des titres à revenus fixes destinés à être conservés jusqu'à leur échéance. Cette catégorie de titres comprend notamment :

Les titres de créances sont comptabilisés, coupon couru exclu.

Les titres de propriété sont enregistrés à leur valeur d'achat hors frais d'acquisition.

1.5 Les provisions pour risques généraux

Ces provisions sont constituées, à l'appréciation des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité, non identifiés et non mesurables avec précision.

1.6 Les immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

Les immobilisations incorporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur 5 ans.

1.7 Charges à répartir

Les charges à répartir enregistrent des dépenses qui, eu égard à leur importance et leur nature, sont susceptibles d'être rattachées à plus d'un exercice.

1.8 Prise en compte des intérêts dans le compte de produits et charges

Intérêts

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Sont considérés comme intérêts assimilés les produits et charges calculés sur une base prorata temporis et qui rémunèrent un risque. Entrent notamment dans cette catégorie, les commissions sur engagements de garantie et de financement (cautions, avals)

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachés les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou en charge dès leur facturation.

1.9 Charges et produits non courants

Ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère exceptionnel.

BILAN

Au 31/12/2023

(en MAD)

ACTIF	31/12/2023	31/12/2022
1.Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	1 435	1 335
2.Créances sur les établissements de crédit et assimilés	965 047 846	967 963 930
. A vue	43 679 260	60 361 556
. A terme	921 368 586	907 602 374
3.Créances sur la clientèle	28 144	172 625
. Crédits de trésorerie et à la consommation	28 144	172 625
. Crédits à l'équipement	-	-
. Crédits immobiliers	-	-
. Autres crédits	-	-
4.Créances acquises par affacturage		
5.Titres de transaction et de placement	13 124 591	20 243 599
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-
. Autres titres de créance	-	-
. Titres de propriété	13 124 591	20 243 599
6.Autres actifs	6 517 514	6 938 823
7.Titres d'investissement		
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-
. Autres titres de créance	-	-
8.Titres de participation et emplois assimilés		
9.Créances subordonnées		
10.Immobilités données en crédit-bail et en location		
11.Immobilités incorporelles	781 282	733 754
12.Immobilités corporelles	414 381	675 296
Total de l'Actif	985 915 193	996 729 362

(en MAD)

PASSIF	31/12/2023	31/12/2022
1.Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
2.Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	75 283 333	200 612 708
. A vue	-	-
. A terme	75 283 333	200 612 708
3.Dépôts de la clientèle		
. Comptes à vue créditeurs	-	-
. Comptes d'épargne	-	-
. Dépôts à terme	-	-
. Autres comptes créditeurs	-	-
4.Titres de créance émis	333 873 169	167 074 338
. Titres de créance négociables émis	200 213 699	-
. Emprunts obligataires émis	133 659 470	167 074 338
. Autres titres de créance émis	-	-
5.Autres passifs	9 762 664,37	4 195 919
6.Provisions pour risques et charges	26 084 568	22 754 193
7.Provisions réglementées		
8.Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
9.Dettes subordonnées	56 662 811	118 569 166
10.Ecarts de réévaluation		
11.Réserves et primes liées au capital	10 437 439	9 917 112
12.Capital	328 027 900	328 027 900
13.Actionnaires.Capital non versé (-)		
14.Report à nouveau (+/-)	145 057 699	135 171 478
15.Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
16.Résultat net de l'exercice (+/-)	725 609	10 406 548
Total du Passif	985 915 193	996 729 362

HORS BILAN

Au 31/12/2023

(en MAD)

HORS BILAN	31/12/2023	31/12/2022
ENGAGEMENTS DONNES		
1.Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
2.Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	-	-
3.Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
4.Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-
5.Titres achetés à réméré	-	-
6.Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	218 890 000	105 631 000
7.Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	218 890 000	105 631 000
8.Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
9.Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
10.Titres vendus à réméré	-	-
11.Autres titres à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Au 31/12/2023

(en MAD)

CPC	31/12/2023	31/12/2022
I.PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	39 167 665	40 424 057
1.Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les EC	37 237 208	39 021 720
2.Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	-	-
3.Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	1 930 456	1 392 337
4.Produits sur titres de propriété	-	-
5.Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
6.Commissions sur prestations de service	-	10 000
7.Autres produits bancaires	-	-
II.CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	12 292 916	16 164 702
8.Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les EC	7 506 568	5 568 912
9.Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-	-
10.Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	4 782 164	10 578 589
11.Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
12.Autres charges bancaires	4 184	17 202
III.PRODUIT NET BANCAIRE	26 874 749	24 259 355
13.Produits d'exploitation non bancaire	-	-
14.Charges d'exploitation non bancaire	-	-
IV.CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	8 832 051	7 975 275
15.Charges de personnel	4 295 307	3 530 968
16.Impôts et taxes	10 030	51 038
17.Charges externes	4 079 941	3 537 073
18.Autres charges générales d'exploitation	176 400	534 417
19.Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles	270 373	321 779
V.DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	10 747 196	11 743 880
20.Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature ou souffrance	7 416 820	8 816 639
21.Pertes sur créances irrécouvrables	-	-
22.Autres dotations aux provisions	3 330 375	2 927 241
VI.REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	8 461 718	13 087 327
23.Reprises de provisions pour créances et engagements par signature ou souffrance	-	-
24.Récupérations sur créances amorties	-	-
25.Autres reprises de provisions	8 461 718	13 087 327
VII.RESULTAT COURANT	15 757 220	17 627 526
26.Produits non courants	51 824	51 607
27.Charges non courantes	8 442 540	6 066 325
VIII.RESULTAT AVANT IMPOTS	7 366 504	11 612 808
Impôts sur les résultats	6 640 895	1 206 260
IX.RESULTAT NET DE L'EXERCICE	725 609	10 406 548
TOTAL PRODUITS	47 681 207	53 562 991
TOTAL CHARGES	46 955 598	43 156 442
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	725 609	10 406 548

ETAT DES SOLDES DE GESTION

Au 31/12/2023

(en MAD)

TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	31/12/2023	31/12/2022
1.(+) Intérêts et produits assimilés	37 237 208	39 021 720
2.(-) Intérêts et charges assimilées	12 288 732	16 147 501
MARGE D'INTERET	24 948 476	22 874 219
3.(+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
4.(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET DE LOCATION	-	10 000
5.(+) Commissions perçues	-	10 000
6.(-) Commissions servies	-	-
MARGE SUR COMMISSIONS	-	-
7.(±) Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-
8.(±) Résultat des opérations sur titres de placement	1 930 456	1 392 337
9.(±) Résultat des opérations de change	-	-
10.(±) Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ	1 930 456	1 392 337
11.(+) Divers autres produits bancaires	-	-
12.(-) Diverses autres charges bancaires	4 184	17 202
PRODUIT NET BANCAIRE	26 874 749	24 259 355
13.(±) Résultat des opérations sur immobilisations financières	-	-
14.(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	-	-
15.(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	-	-
16.(-) Charges générales d'exploitation	8 832 051	7 975 275
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	18 042 698	16 284 079
17.(-) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature ou souffrance	7 416 820	8 816 639
18.(-) Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-	-
19.(-) Impôts sur les résultats	5 131 343	10 160 085
RÉSULTAT COURANT	15 757 220	17 627 526
RÉSULTAT NON COURANT	- 8 390 716	- 6 014 718
19.(-) Impôts sur les résultats	6 640 895	1 206 260
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	725 609	10 406 548
20.(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	270 373	321 779
21.(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
22.(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	3 330 375	2 927 241
23.(+) Dotations aux provisions réglementées	-	-
24.(+) Dotations non courantes	-	-
25.(-) Reprises de provisions	8 461 718	13 087 327
26.(-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
27.(+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
28.(-) Plus-values de cession des immobilisations financières	-	-
29.(+) Moins-values de cession des immobilisations financières	-	-
30.(-) Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
(+/-) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	- 4 135 360	568 242
31.(-) Bénéfices distribués	-	-
(+/-) AUTOFINANCEMENT	- 4 135 360	568 242

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Au 31/12/2023

(en MAD)

Nature	Montant brut début exercice	AUGMENTATIONS			DIMINUTIONS			Montant brut fin exercice
		Acquisitions	Production par l'entreprise pour elle-même	Virements	Cessions	Retraits	Virements	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 411 156	134 980	-	204 313	-	5 201 563	-	2 548 886
Droit au bail	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	1 999 593	134 980	-	204 313	-	-	-	2 338 886
Autres éléments : Fonds de commerce	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles d'exploitation en cours	5 411 563	-	-	-	5 201 563	-	-	210 000
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 909 272	33 858	-	54 078	-	3 040 000	258 391	3 098 817
Immeubles d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-
Terrain d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-
Immeubles d'exploitation - Bureaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Immeubles d'exploitation - Logements de fonction	-	-	-	-	-	-	-	-
Mobilier et matériel d'exploitation	2 307 499	33 858	-	54 078	-	3 040 000	258 391	2 395 435
Mobilier de bureau d'exploitation	483 664	-	-	-	-	-	-	483 664
Matériel de bureau d'exploitation	180 890	-	-	-	-	-	-	219 838
Matériel informatique	1 476 253	33 858	-	54 078	-	-	-	1 525 251
Matériel roulant attaché à l'exploitation	166 693	-	-	-	-	-	-	166 693
Autres matériels d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	703 382	-	-	-	-	-	-	703 382
Immobilisations corporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-
Terrains hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-
Immeubles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-
Mobilier et matériel hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations d'exploitation en cours	3 298 391	-	-	-	3 040 000	258 391	-	-
TOTAL	13 720 427	168 838	-	258 391	-	8 241 563	258 391	5 647 703

TITRES DE CREANCES EMIS

Au 31/12/2023

(en MAD)

	31/12/2023	31/12/2022
OPERATIONS SUR TITRES	333 873 169	167 074 338
TITRES DE CREANCE EMIS	333 333 333	166 666 667
CERTIFICATS DE DEPOT EMIS	-	-
BONS DE SOCIETES DE FINANCEMENT EMIS	200 000 000	-
EMPRUNTS OBLIGATAIRES EMIS	133 333 333	166 666 667
AUTRES TITRES DE CREANCE EMIS	-	-
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	-	-
COMPTES DE REGLEMENT D'OPERATIONS SUR TITRES	-	-
DETTES SUR TITRES	-	-
VERSEMENTS A EFFECTUER SUR TITRES NON LIBERES	-	-
DIVERSES AUTRES OPERATIONS SUR TITRES	-	-
INTERETS COURUS A PAYER	539 836	407 671

PROVISIONS

Au 31/12/2023

(en MAD)

PROVISIONS	31/12/2022	Dotations	Reprises	Autres variations	31/12/2023
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	19 251 546	7 416 820	8 461 718	-	18 206 648
créances sur les établissements de crédit et assimilés	10 663 787	7 416 820	-	-	18 080 608
créances sur la clientèle	242 049	-	182 009	-	60 040
titres de placement	-	-	-	-	-
titres de participation et emplois assimilés	150 000	-	150 000	-	-
immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-	-
autres actifs	8 195 710	-	8 129 710	-	66 000
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	22 754 193	3 330 375	-	-	26 084 568
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	-	-	-	-	-
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	22 754 193	3 330 375	-	-	26 084 568
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	-	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	42 005 738	10 747 196	8 461 718	-	44 291 216

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

Au 31/12/2023

(en MAD)

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Au 31/12/2023	31/12/2022
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	-	-	-	-	-	-
VALEURS DONNEES EN PENSION	-	-	-	-	-	-
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	-	-	-	-
EMPRUNTS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	-
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	-	-	-	-
EMPRUNTS FINANCIERS	-	75 000 000	-	-	75 000 000	200 612 708
AUTRES DETTES	-	-	-	-	-	-
INTERETS COURUS A PAYER	-	283 333	-	-	283 333	-
TOTAL	-	75 283 333	-	-	75 283 333	200 612 708

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

Au 31/12/2023

(en MAD)

INTITULES	31/12/2023	31/12/2022
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	-	-
CREDITEURS DIVERS	9 762 664	4 195 920
COMPTES DE REGULARISATION	-	-
TOTAL	9 762 664	4 195 920

CAPITAUX PROPRES

Au 31/12/2023

(en MAD)

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/2022	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/2023
Ecarts de réévaluation	-	-	-	-
Reserves et primes liées au capital	9 917 112	520 327	-	10 437 439
Réserve légale	7 114 288	520 327	-	7 634 616
Autres réserves	-	-	-	-
Primes d'émission, de fusion et d'apport	2 802 824	-	-	2 802 824
Capital	328 027 900	-	-	328 027 900
Capital appelé	328 027 900	-	-	328 027 900
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	-	-	-	-
Actionnaires, Capital non versé	-	-	-	-
Report à nouveau (+/-)	135 171 478	9 886 221	-	145 057 699
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	10 406 548	- 10 406 548	725 609	725 609
Total	483 523 039	-	725 609	484 248 648

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

Au 31/12/2023

(en MAD)

ENGAGEMENTS	31/12/2023	31/12/2022
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES		
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle		
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
Crédits documentaires export confirmés		
Acceptations ou engagements de payer		
Garanties de crédits données		
Autres cautions, avals et garanties donnés		
Engagements en souffrance		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle		
Garanties de crédits données		
Caution et garanties en faveur de l'administration publique		
Autres cautions et garanties données		
Engagements en souffrance		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	218 890 000	105 631 000
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	218 890 000	105 631 000
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Garanties de crédits		
Autres garanties reçues		
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
Garanties de crédits		
Autres garanties reçues		

MARGE D'INTERETS

Au 31/12/2023

CAPITAUX MOYENS	MONTANT	INTERETS	RENDEMENT DES EMPLOIS	COÛT DES RESSOURCES
Encours moyen des Emplois	908 762 523	39 167 665	4,31%	
Encours moyen des Ressources	397 829 001	12 292 916		3,09%

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

Au 31/12/2023

(en MAD)

CATEGORIE DES TITRES	PRODUITS PERCUS
Titres de placement	1 930 456
Titres de participation	

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDU

Au 31/12/2023

	D<=1 mois	1 mois<D<=3 mois	3 mois<D<=1 an	1 an <D<=5 ans	D> 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	29 375 042	209 738 199	663 719 885	21 486 869		924 319 995
Créances sur la clientèle				28 144		28 144
Titres de créance	-	13 124 591				13 124 591
Créances subordonnées						
Crédit-bail et assimilé						
TOTAL	29 375 042	222 862 790	663 719 885	21 515 013		937 472 730
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés			75 000 000			75 000 000
Dettes envers la clientèle						-
Titres de créance émis		133 333 333	200 000 000			333 333 333
Emprunts subordonnés		33 314 494	14 263 273	8 914 546		56 492 312
TOTAL			211 647 827	214 263 273	8 914 546	464 825 646

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE E

Au 31/12/2023

(en MAD)

HB	31/12/2023	31/12/2022
A - ACTIF		
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés		
Créances sur la clientèle		
Titres de transaction et de placement et d'investissement		
Autres actifs		
Titres de participation et emplois assimilés		
Créances subordonnées		
Immobilisations données en crédit-bail et location		
B - PASSIF		
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés		
Dépôts de la clientèle		
Titres de créance émis		
Autres passifs		
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées		
C - HORS BILAN		
C1- Engagements donnés		
1. Engagements de financement donnés en faveur des établissements		
C2- Engagements reçus	218 890 000	105 631 000
7. Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	218 890 000	105 631 000

COMMISSIONS

Au 31/12/2023

(en MAD)

INTITULES	31/12/2023	31/12/2022
COMMISSIONS PERCUES		10 000
sur opérations avec les établissements de crédit	-	10 000
sur opérations avec la clientèle		
sur opérations de change		
sur interventions sur les marchés primaires de titres		
sur produits dérivés		
sur opérations sur titres en gestion et en dépôt		
sur moyens de paiement		
sur activités de conseil et d'assistance		
sur ventes de produits d'assurance		
sur autres prestations de service		
COMMISSIONS VERSEES		
sur opérations avec les établissements de crédit		
sur opérations avec la clientèle		
sur opérations de change		
sur interventions sur les marchés primaires de titres		
sur produits dérivés		
sur opérations sur titres en gestion et en dépôt		
sur moyens de paiement		
sur activités de conseil et d'assistance		
sur ventes de produits d'assurance		
sur autres prestations de service		

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ

Au 31/12/2023

(en MAD)

INTITULES	MONTANTS
PRODUITS	1 930 456
Gains sur titres de transaction	
Plus value de cession sur titres de placement	1 930 456
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	
Gains sur les produits dérivés	
Gains sur les opérations de change	
CHARGES	-
Pertes sur les titres de transaction	
Moins value de cession sur titres de placement	
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	
Pertes sur les produits dérivés	
Pertes sur opérations de change sur autres prestations de service	
RESULTAT	1 930 456

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

Au 31/12/2023

(en MAD)

INTITULES	MONTANTS
Autres produits bancaires	-
Autres charges bancaires	4 184
Produits d'exploitation non bancaire	
Charges d'exploitation non bancaires	
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	
Produits et charges non courantes	- 8 390 716
TOTAL	- 8 386 532

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

Au 31/12/2023

(en MAD)

INTITULES	MONTANTS
Charges de personnel	4 295 307
Salaires et appointements	3 572 342
Charges sociales	121 703
Charges de retraite	294 387
Autres charges de personnel	306 875
Impôts et taxes	10 030
Charges externes	4 079 941
Loyers	700 501
Entretien et réparations	721 960
Honoraires et Rémunération d'intermédiaire	445 815
Transport et déplacements	142 167
Mission et réception	81 045
Publicité et publications	176 114
Autres charges externes	1 812 338
Autres charges générales d'exploitation	176 400
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations	270 373
TOTAL	8 832 051

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL

Au 31/12/2023

(en MAD)

INTITULES	MONTANTS	MONTANTS
I - RESULTAT NET COMPTABLE	725 609	
. Bénéfice net	725 609	
. Perte nette		
II - REINTEGRATIONS FISCALES	17 221 066	
1- Courantes	10 202 485	
- IS 2023	6 640 895	
- Provision pour congé payé 2023	190 241	
- Dépassement CB	40 974	
- PRG	3 330 375	
2- Non courantes	7 018 581	
- Contribution social et solidaire	48 903	
- Autres charges non courantes	7 243	
- Provisions	6 962 435	
III - DEDUCTIONS FISCALES		354 901
1- Courantes		204 901
- Reprise sur provisions pour congé payé 2022		204 901
2- Non courantes		150 000
- Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement		150 000
TOTAL	17 946 675	354 901

IV - RESULTAT BRUT FISCAL			
. Bénéfice brut	si T1 > T2	(A)	17 591 774
. Déficit brut fiscal	si T2 > T1	(B)	
V - REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES		(C) (1)	
. Exercice n-4			
. Exercice n-3			
. Exercice n-2			
. Exercice n-1			
VI - RESULTAT NET FISCAL			17 591 774
. Bénéfice net fiscal	(A - C)		
OU			
. Déficit net fiscal	(B)		
VII - CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES			
VIII - CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER			
. Exercice n-4			
. Exercice n-3			
. Exercice n-2			
. Exercice n-1			

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS

Au 31/12/2023

(en MAD)

I. DETERMINATION DU RESULTAT	MONTANT
. Résultat courant d'après le compte de produits et charges	15 757 220
. Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	10 202 485
. Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	354 901
. Résultat courant théoriquement imposable (=)	25 604 805
. Impôt théorique sur résultat courant (-)	9 665 814
. Résultat courant après impôts (=)	6 091 407
II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES	

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Au 31/12/2023

NATURE	Solde au début de l'exercice 1	Opérations comptables de l'exercice	Déclarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A. TVA collectée	12 321	3 844 967	3 844 950	12 338
B. TVA à récupérer	113 320	1 322 166	1 393 897	41 589
. Sur charges	61 642	1 318 166	1 338 219	41 589
. Sur immobilisations	51 678	4 000	55 678	-
C. TVA due ou crédit de TVA = (A-B)	-100 999	2 522 801	2 451 053	- 29 251

PASSIFS EVENTUELS

Au 31/12/2023

Conformément à la législation en vigueur, les exercices allant de 2020 à 2023 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales de la société JAÏDA SA, au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus (IR) relatifs aux exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration fiscale et de rappels éventuels d'impôts et taxes.

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

Au 31/12/2023

Montants		Montants	
A- Origine des résultats affectés		B- Affectation des résultats	
<i>Décision du 26/05/2023</i>			
Report à nouveau	135 171 478	Réserve légale	520 327
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	
Résultat net de l'exercice	10 406 548	Autres affectations	
Prélèvements sur les bénéfices		Report à nouveau	145 057 699
Autres prélèvements			
TOTAL A	145 578 026	TOTAL B	145 578 026

Datation et événements postérieurs au 31/12/2023

I. DATATION

. Date de clôture (1) : 31/12/2023 . Date d'établissement des états de synthèse (2) : Mars 2023

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT

LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
Favorables : NEANT	
Défavorables : NEANT	

EFFECTIFS

Au 31/12/2023

EFFECTIFS	31/12/2023	31/12/2022
Effectifs rémunérés	9	8
Effectifs utilisés	9	8
Effectifs équivalent plein temps		
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)		
Cadres (équivalent plein temps)	7	6
Employés (équivalent plein temps)	2	2
dont effectifs employés à l'étranger		

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

DU 01/01/2023 AU 31/12/2023

Montant du capital:		328 027 900,00			
Montant du capital social souscrit et non appelé		100,00			
Valeur nominale des titres		100,00			
Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus	Exercice précédent	Exercice actuel	Part du capital détenue %
Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG)	Immeuble Dalil, Place Moulay El Hassan, Rabat, BP 408, Maroc	1 049 999	1 049 999	1 049 999	32,01%
Kreditanstalt Fuer Wiederaufbau (KfW)	Palmengartenstrasse 5-9, 60325 Francfort, Allemagne	1 030 279	1 030 279	1 030 279	31,41%
Caisse des Dépôts et Consignations (CDC)	56, rue de Lille, 75000 Paris, France	600 000	600 000	600 000	18,29%
POSTE MAROC	Rabat, Av. Mly Ismail, Hassan (Maroc)	300 000	300 000	300 000	9,15%
Agence Française de Développement (AFD)	5, rue Roland Barthes, 75598 Paris, France	300 000	300 000	300 000	9,15%
M. Yassine ABDERRAZIK HADDAOUI	42 RUE OULED HRIZ AVIATION RABAT	1	1	1	0%
Total		3 280 279	3 280 279	3 280 279	100%

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

Au 31/12/2023

	Exercice 31/12/2023	Exercice 31/12/2022	Exercice 31/12/2021
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	328 027 900	328 027 900	328 027 900
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1- Produit net bancaire	26 874 749	24 259 355	23 545 470
2- Résultat avant impôts	7 366 504	11 612 808	6 896 201
3- Impôts sur les résultats	6 640 895	1 206 260	5 820 737
4- Bénéfices distribués			
5- Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	725 609	10 406 548	1 075 463
RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action ou part sociale	0,22	3,17	0,33
Bénéfice distribué par action ou part sociale			
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	4 295 307	3 530 968	3 639 136
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	9	8	8

Rémunérations et engagements en faveur des dirigeants

Au 31/12/2023

Les membres	Fonction	Rémunération Brute
ORGANES DE GESTION		
Comité de crédit		
ORGANES DE CONTROLE		
Conseil d'administration		
M. Michel Gounet	Administrateur indépendant	50 000
M. Laaidi El Wardi	Administrateur indépendant	50 000
Comité d'audit		
M. Michel Gounet	Administrateur indépendant	40 000
Comité grands risques		
M. Laaidi El Wardi	Administrateur indépendant	10 000

AUTRES ETATS

Code état	ETAT	
A2	ETAT DES DEROGATIONS	Néant
A3	ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES	Néant
B 7	CRÉANCES SUBORDONNÉES	Néant
B8	IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE	Néant
B9 Bis	PLUS OU MOINS VALUEES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS	Néant
B 11	DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE	Néant
B16	DETTES SUBORDONNEES	Néant
B 19	ENGAGEMENTS SUR TITRES	Néant
B 20	OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DÉRIVÉS	Néant
B21	VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE	Néant
B 23	CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MÊME BÉNÉFICIAIRE	Néant
C 7	TITRES ET AUTRES ACTIFS GÉRÉS OU EN DÉPÔT	Néant
C 8	RÉSEAU	Néant
C 9	COMPTES DE LA CLIENTÈLE	Néant

Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – 3ème étage
La Marina – Casablanca

83, Avenue Hassan II – 20100
Casablanca

Aux Actionnaires de la société
JAIDA S.A
Immeuble High Tech,
Avenue Ebnakhil, Hay Riad
Rabat, Maroc

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2023

AUDIT DES ETATS DE SYNTHÈSE

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de JAIDA S.A, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2023, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (EIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 540.911 KMAD dont un bénéfice net de 726 KMAD.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de JAIDA au 31 décembre 2023 conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de

la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

<i>Risque de crédit et provisionnement des créances sur les associations de micro-crédit</i>	
Question clé de l'audit	Réponse d'audit
<p>Les créances sur les associations de micro-crédit sont porteuses d'un risque de contrepartie qui expose JAIDA à une perte potentielle si les clients s'avèrent incapables de faire face à leurs engagements financiers. JAIDA constitue des provisions destinées à couvrir ce risque.</p> <p>Comme indiqué dans l'état « Principales méthodes d'évaluation appliquées » de l'Etat des Informations Complémentaires (ETIC), ces provisions sont estimées et comptabilisées en application des principes du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) et des dispositions de la circulaire 19/G/2002 de Bank Al Maghrib relative à la classification des créances et à leur couverture par les provisions.</p> <p>L'évaluation des provisions en couverture des créances sur la clientèle requiert :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'identification des créances en souffrance ; - L'évaluation du montant des provisions en fonction des différentes catégories de classification des créances et des garanties dont dispose JAIDA. <p>Au 31 décembre 2023, le montant des provisions pour dépréciation s'élève à MMAD 18 ; il ramène les créances sur les associations de micro-crédit à un montant net de MMAD 921.</p> <p>Nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit relatif aux créances sur les associations de micro-crédit et l'évaluation des provisions y afférentes constituent un point clé de l'audit, ces éléments faisant appel au jugement et aux estimations de la direction.</p>	<p>Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne de JAIDA et des contrôles clés relatifs à la classification des créances et à l'évaluation des provisions y afférentes.</p> <p>Nos travaux d'audit ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - étudier la conformité au PCEC et notamment à la circulaire 19/G/2002 de Bank Al Maghrib des principes mis en œuvre par JAIDA ; - examiner le dispositif de gouvernance et tester les contrôles clés mis en place au niveau de JAIDA ; - tester par sondage la correcte classification des créances dans les catégories appropriées ; - tester l'évaluation des provisions sur une sélection de créances en souffrance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments

probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 26 avril 2024

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE AUDIT



Deloitte Audit
Bd Sidi Mohammed Ben Abdellah
Rénouart "C" - Avenue 3, La Marsa
Casablanca
Tel: 0522 22 40 25 / 05 22 22 27 21
Fax: 05 22 22 40 74 / 42 53

Sakina BENSOUA KORACHI
Associée

COOPERS AUDIT MAROC



COOPERS AUDIT MAROC
Siège Social : Avenue Hassan II
Casablanca
Tél: 0522 27 47 34

Abdellah LAGHCHAOU
Associé